

ARTICULATION DES TEMPS DE VIE POUR LES FEMMES EN SITUATION DE PRÉCARITÉ :

*récit des trajectoires & aspirations
de 12 mères immigrées engagées*



Quel que soit le pays dans lequel elles vivent, beaucoup de femmes rencontrent des difficultés d'équilibre vie privée/vie professionnelle, conduisant souvent à des situations précaires. Ce sont des difficultés d'accès à l'emploi, de conditions de travail et de discrimination ou de conditions de vie. Dans de nombreux cas, ces obstacles ont tendance à s'accumuler.

REGAL s'écarte de l'hypothèse selon laquelle les personnes en situation de vulnérabilité n'ont ni les moyens, ni la place et le temps nécessaire pour aspirer à leur propre vie, à l'avenir de leurs enfants et de leur famille. Ce manque d'aspiration entrave la recherche et la réalisation d'un juste équilibre entre travail et vie privée. En facilitant les possibilités d'aspiration grâce à une méthodologie basée sur les récits et narrations, REGAL renforce les capacités des femmes en situation de vulnérabilité, crée un socle commun pour un débat avec les employeurs, les organisations de travailleurs et les gouvernements et ouvre la voie à une législation renforcée sur le lien articulation des temps de vie/vulnérabilité pour les femmes et les hommes.

Le Grdr, avec le soutien de l'Union Européenne, met en œuvre depuis 2018 le projet REGAL, « Regaining Life for Precarious Women at Work », recherche-action sur l'articulation des temps de vie pour les femmes en situation de vulnérabilité. Ce projet multi-partenarial se décline dans 5 pays européens : Belgique (Beweging), Portugal (EAPN), Roumanie (The Open Network), Irlande (Focus Ireland) et France (Grdr). En France, un groupe de 12 femmes migrantes « engagées » a été réuni pendant plus d'une année pour participer à un cycle de *focus group* et partager leurs expériences en tant que mères immigrées. Le Grdr leur a donné la parole afin de faire remonter au niveau européen des recommandations pour une meilleure articulation des temps de vie et une meilleure prise en compte des problématiques connexes liées à l'identité, l'emploi, et l'égalité femme/homme.

Ces planches de bande dessinée visent, à travers le récit de 12 trajectoires de mères immigrées engagées, à faire ressortir des enjeux et des défis communs rencontrés par ces femmes au cours de leurs vies, à mettre en lumière leurs aspirations individuelles et collectives et à partager leurs recommandations pour améliorer l'équilibre vie privée/vie professionnelle.

Le format retenu pour les portraits du roman graphique traite la question de l'articulation des temps de vie dans le fond et dans la forme. Le format présente un plan extérieur de la maison (la vie professionnelle, le monde extérieur). La double page présente la trajectoire personnelle, professionnelle, les expériences de vie (le monde intérieur, l'intime, la vie familiale). Le dos du portrait est dédié à la présentation des recommandations pour améliorer l'articulation des temps de vie (les aspirations).





S'insérer dans le marché du travail quand on est mère peut être très compliqué si l'homme s'implique peu dans le quotidien des enfants.

C'est souvent le cas dans nos cultures africaines où le rôle de la femme est généralement perçu comme à l'avant-poste de la gestion familiale.

Il faudrait inciter les entreprises à faciliter l'insertion professionnelle et/ou le maintien dans l'emploi des mères en recherche d'emploi ou déjà professionnellement actives, qui souhaitent travailler tout restant disponibles pour leurs enfants.

Aussi, peut-être pourriez-vous voter une loi pour sécuriser l'emploi des femmes, en obligeant les entreprises à reprendre sur une période au moins égale à 6 mois et sur un poste au moins équivalent à celui qu'elles ont laissé au moment du congé maternité.

Encourager la flexibilité des horaires pour les femmes avec des enfants en bas âge ou leur permettre de faire du télétravail une à deux fois par semaine si elles le souhaitent, pour concilier leur rôle de mère et leur activité professionnelle.

Mieux indemniser les congés maternité pour que le revenu de la femme corresponde à son salaire. Pendant leurs congés maternité, les femmes subissent une baisse de revenus qui peut les placer dans une situation de précarité, voir, de vulnérabilité.



Étendre la durée du congé maternité à quatre mois et demi pour permettre aux femmes de se remettre physiquement des conséquences de l'accouchement.

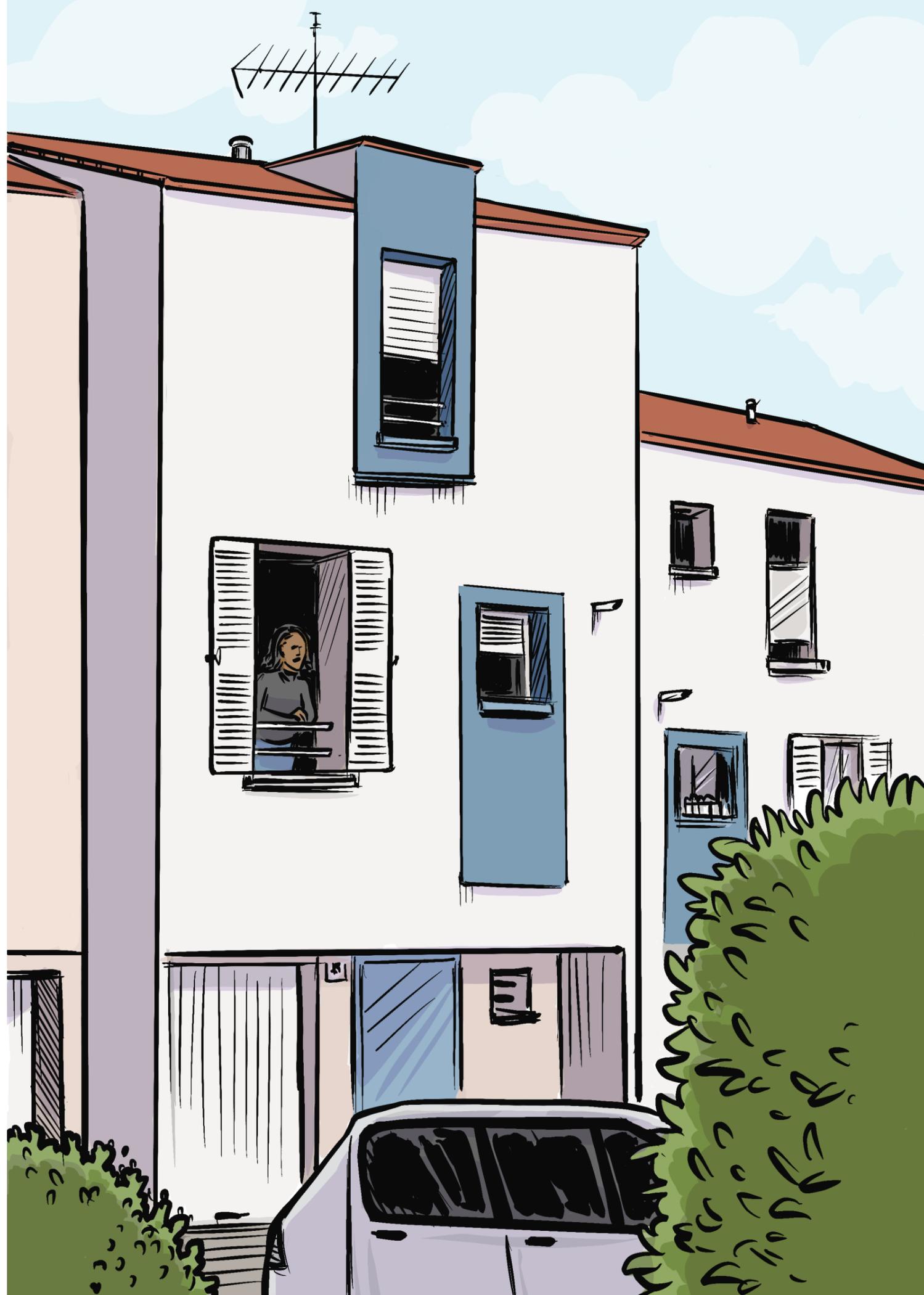
Qu'elles puissent reprendre leur poste en étant productives et en ayant plus de temps à consacrer à leurs enfants.

Aussi, une solution pourrait être de confier les plus jeunes à la garde collective dès le moment de la diversification alimentaire.

Enfin, il me semble que les entreprises ont véritablement un rôle d'éducation à jouer en direction des hommes afin de leur faire prendre conscience du bien-fondé d'un équilibre homme-femme au sein des foyers.

Cela pourrait notamment se traduire par le départ systématique en congés paternité et la mise en place de journées de télétravail dès le premier enfant.



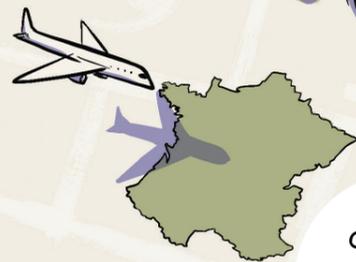


MARIAME



Au moment où mes parents se séparent, mon père décide de nous envoyer au Mali mes frères, mes sœurs et moi. J'ai alors 15 ans, et je veux devenir styliste.

Et puis à 18 ans, j'ai été mariée.



Cinq ans après, je rentre en France suite à une décision de justice.

Mais à l'arrivée, il a fallu se reconstruire seule, sans aucune aide psychologique.

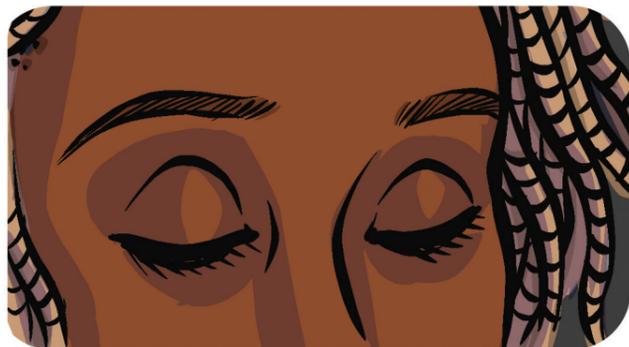


J'ai dû affronter le regard des gens qui avait changé. Je me suis senti incomprise par la société, et ça a été un grand frein pour ma recherche d'emploi.

À partir de ce moment-là, je me suis renfermée et ai cessé de montrer mes sentiments.

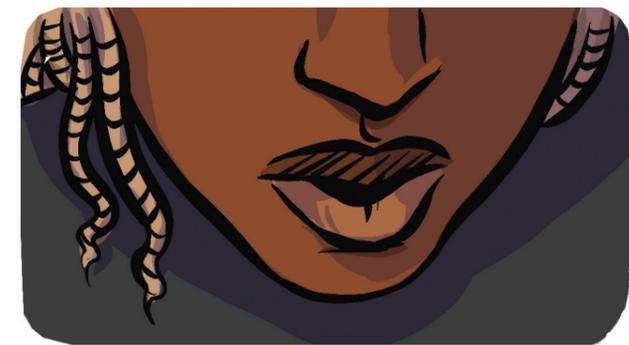
Je n'avais pas de diplôme, juste un niveau brevet. Comme j'avais moins de 25 ans, j'ai été orientée vers la mission locale. On m'a aidée à trouver un travail d'hôtesse de caisse pour subvenir à mes besoins.

Mais après un an, je me suis rendu compte que ce n'était pas un métier pour moi, et j'ai démissionné.



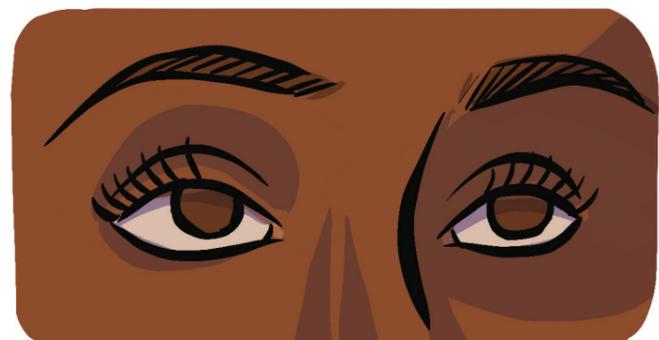
Puis, après un second mariage, je suis tombée enceinte de ma fille. Quand elle a eu un an, j'ai décidé de me remettre à travailler.

Là, une conseillère d'orientation m'a suggérée de retourner au métier d'hôtesse de caisse... Une fois encore, j'ai eu l'impression de ne pas être entendue.



Après quelques recherches et plusieurs entretiens, j'ai finalement fait une formation d'agent administrative, et j'ai réussi à intégrer la CPAM, qui m'a offert un CDI au terme de mes deux premières années de mission.

Je suis chargée du bon déroulement de procédures administratives, mais je me verrais bien évoluer vers d'autres responsabilités.



Mais ma vie de femme... je l'ai clairement mise de côté. Au quotidien, c'est travail-maison-enfants-association. Je n'ai pas de temps pour le reste. Ou plutôt, je n'y pense pas...

Disons que le fait d'avoir vu les grandes difficultés auxquelles ma mère a été confrontée à éveillé chez moi une envie presque obsessionnelle de réussir.

Je suis vraiment heureuse d'avoir trouvé ce poste car c'est grâce à lui que je vis dans une maison en zone pavillonnaire et que mes enfants bénéficient d'un cadre de vie confortable et épanouissant.



J'ai aussi des responsabilités dans des associations car je veux pouvoir venir en aide aux autres, et j'ai envie de changer les choses, faire évoluer les mentalités.

J'ai l'ambition de créer ma propre association afin d'améliorer la qualité de vie des mères, des personnes en situation de handicap, et le système de santé Malien.

J'ai repris confiance peu à peu au fil des années, mais ce qui m'aide depuis un an, ce sont les cours de théâtre. Ça me permet de libérer mes émotions cachées.



Quand je suis sur scène, j'aime sortir de ma zone de confort, faire tomber ma carapace. C'est peut-être une manière de m'autoriser des choses que je ne ferais pas dans la vraie vie.

Après une décision de justice en leur faveur, les mineurs ayant été confrontés à des événements portant atteinte à leur liberté et/ou à leur intégrité psychique, devraient pouvoir disposer d'une prise en charge psychologique.

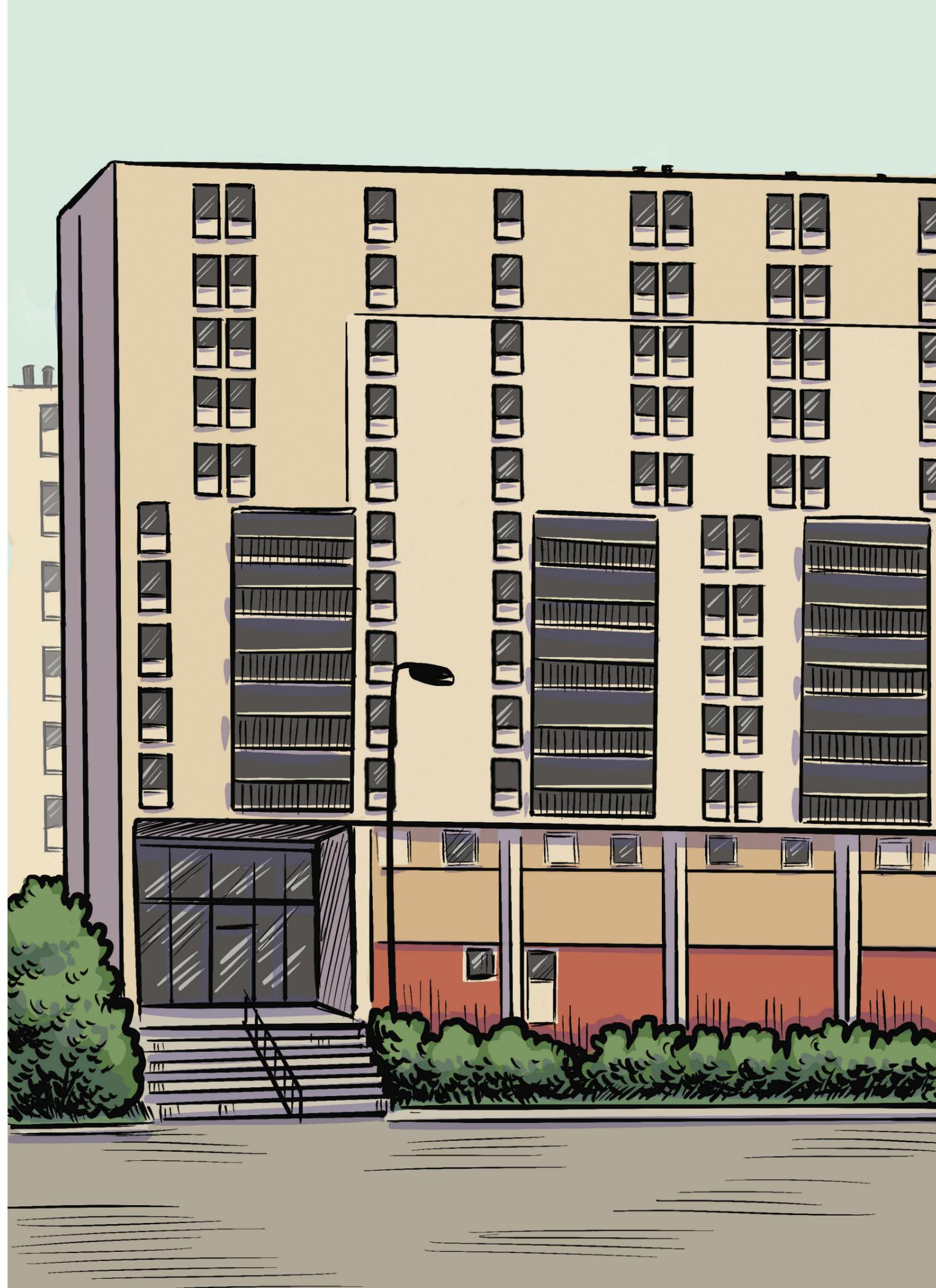
D'autre part, les missions locales et maisons de quartiers devraient être plus à l'écoute des jeunes. Il faut sensibiliser les conseillers d'orientations à être plus attentifs à la situation de ces derniers.



Les remparts qu'on se construit pour se protéger sont autant une maison qu'une prison. Il devient alors très difficile d'aller à la rencontre de l'extérieur, et on ne laisse pas entrer autrui non plus.

En tant que femme, employée de bureau, mère de deux enfants et divorcée par deux fois, j'aspire à investir pleinement chacun des pans de ma vie, mais cela reste très compliqué pour le moment.





HAWA

Je suis la troisième d'une fratrie de neuf enfants. Ma mère et moi avons quitté le Mali quand j'avais 11 mois. J'ai vécu mes neuf premières années en France.



Et à 10 ans, mon père m'a envoyée au Mali où j'ai été élevée par une de mes tantes avec qui je suis restée jusqu'à mes seize ans.



Au début, parce que je suis française, j'ai fait l'objet de nombreuses curiosités. Mais ma différence a rapidement suscité la jalousie...



On a tout fait pour me dresser et me montrer que je ne valais rien, et à 17 ans, je suis revenue en France et ai été mariée à un cousin germain.



Mon ex-mari m'interdisait d'aller travailler, de me former. Je dis "ex" car nous sommes divorcés maintenant.

J'appartiens à la communauté Soninké. Et quand quelqu'un a des soucis, tout le monde le sait et la pression communautaire est alors très forte.



Quand mon troisième enfant est arrivé, j'ai voulu gagner mon propre argent parce que mon ex n'assumait pas ses responsabilités en tant que père de famille. C'est à ce moment-là que je me suis battue pour sortir de la prison dans laquelle on m'avait enfermée.

J'ai passé un CAP petite enfance et ai obtenu un poste au service Petite Enfance de ma ville. Une fois mon premier salaire perçu, mon ex s'est montré de plus en plus hostile envers moi, alors demandé le divorce.



Pendant dix ans, j'ai accepté de faire plaisir à mes parents et suis resté avec cet homme. Nous avons eu quatre enfants.

Et puis finalement, malgré les refus de mon ex, j'ai décidé de fréquenter la maison de quartier pour suivre des activités, avoir des loisirs et socialiser avec d'autres familles du quartier. J'ai alors appris la couture, la cuisine et même le français que j'avais oublié.



Pendant les trois années de procédure qui ont suivi, je me suis préparée à travailler et à gérer mes enfants par moi-même.

Et là récemment, pendant le confinement, j'ai créé mon association de soutien à la parentalité et à l'éducation pour les femmes qui veulent sortir de leur isolement.

Ma famille, ma culture, ma communauté, mon mari ont été pour beaucoup dans les difficultés que j'ai rencontrées, car chez nous la femme est infantilisée et sa place minimisée. Les qu'en-dira-t-on passent avant le bien-être d'une personne.

Mais aujourd'hui, je suis agent spécialisé des écoles maternelles, et ça fait neuf ans que je vis seule avec mes enfants.



Mon rêve serait d'être référente famille dans une maison de parents. Je pourrais alors y faire de l'accompagnement à la parentalité, animer des ateliers parents-enfant, et guider les parents dans leurs questionnements et difficultés, vers les organismes qui pourraient les aider.



Ce métier, c'est clair, je l'ai choisi pour réparer mes blessures d'enfant ! C'est aussi une manière de remercier les personnes qui m'ont accompagnée quand j'en avais besoin et de redonner à d'autres parents ce que l'on m'a offert au moment le plus utile pour eux.



Pour soutenir l'insertion professionnelle des femmes mères, il faut donner plus de moyens aux maisons de quartier et aux centres sociaux, afin qu'ils soient en capacité d'accompagner toute personne leur demandant de l'aide.

Cet accompagnement a plusieurs formes : orientation dans la construction du projet professionnel, réalisation de démarches administratives, assistance psychologique, aide financière.

L'objectif est de permettre aux femmes de pouvoir recouvrer leur autonomie financière afin qu'elles se prennent en main.

Les PMI jouent aussi un rôle important mais elles sont de plus en plus nombreuses à fermer.

Leurs missions sont souvent déléguées aux généralistes au détriment du lien que les puéricultrices et auxiliaires de puériculture avaient avec les parents.

Assurer la pérennité de ces structures, c'est offrir aux jeunes parents - et notamment aux mères - de pouvoir disposer de lieux d'écoute vecteurs d'émancipation sociale.





ADELINE

J'ai quitté Brazzaville en 1976 quand j'avais 15 ans. Mes parents souhaitaient prodiguer à ma petite sœur sourde et muette des soins que nous n'avions pas au pays. Nous nous sommes installés à Rouen, où j'ai passé une adolescence et une scolarité tranquilles.



Après mon BTS, je suis allée à Paris pour chercher du travail. J'ai commencé par des petits boulots. Ce n'est que plus tard, quand j'ai voulu prendre des responsabilités dans des entreprises, que j'ai été renvoyée à ma couleur de peau.



J'ai fait du télémarketing, puis je suis devenue chef d'équipe et responsable de production dans un centre d'appel.

Quand je suis revenue de mon congés maternité après mon premier enfant, on m'a fait comprendre que je ne pourrai pas récupérer mon poste.

J'ai donc été rétrogradée vers des tâches avec moins de gestion de projet et de relation-client. C'est là que j'ai commencé à me demander si j'étais vraiment à ma place.



Parce que mon mari avait un salaire confortable, j'ai pu pleinement me consacrer à mes projets, de façon bënévole même, notamment pour les projets intergénérationnels entre des résidents d'Ephad et des enfants.



Il y a un an et demi, il a été licencié. Je dois donc urgemment retrouver une activité à temps plein et surtout plus rémunératrice.

Quelques temps après, j'ai été licenciée pour faute lourde. J'ai perçu des indemnités, ce qui m'a permis de réfléchir à mon projet professionnel et je me suis inscrite à un stage de créateur d'entreprise.



Après cinq ans d'activité, j'ai fermé Atookids suite à un contentieux avec un usager soutenu par une élue de la ville.

J'ai saisi cette occasion pour faire une Validation des acquis de l'expérience et suis retournée sur les bancs de la fac.

Ma licence de management de structure associative en poche, j'ai créé Cityzen Mômes.

J'ai monté une première structure, Atookids, qui avait pour but de mettre en relation des nounous et des parents.

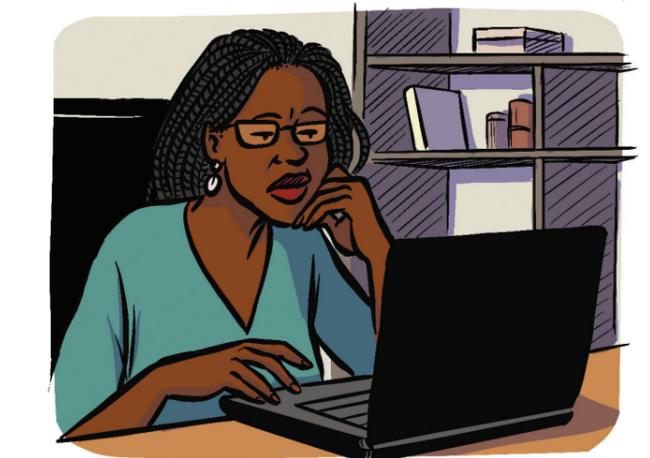


La situation est assez compliquée en ce moment et risque de l'être d'avantage si nous ne trouvons pas des solutions de financement pour alimenter la trésorerie familiale.



L'ambition de cette association est d'aider les enfants dès leur plus jeune âge à développer des compétences socio-émotionnelles utiles à leur épanouissement en leur proposant des activités ludo-éducatives de bien-être, d'éveil, d'apprentissage.

La structure existe depuis cinq ans, il y a 89 familles adhérentes. En 2019, j'ai reçu une centaine d'enfants. Mais avec mon mi-temps à l'association et celui que j'effectue pour la ville comme coordinatrice dans une école, je touche à peine le SMIC.



Concilier entrepreneuriat et salaire régulier n'est vraiment pas chose aisée, surtout quand on est une femme d'une cinquantaine d'années.

J'aimerais trouver un lieu, une institution, qui m'offre un cadre pour mettre à plat mon projet professionnel, lister ce que je dois faire, prioriser les tâches à venir.

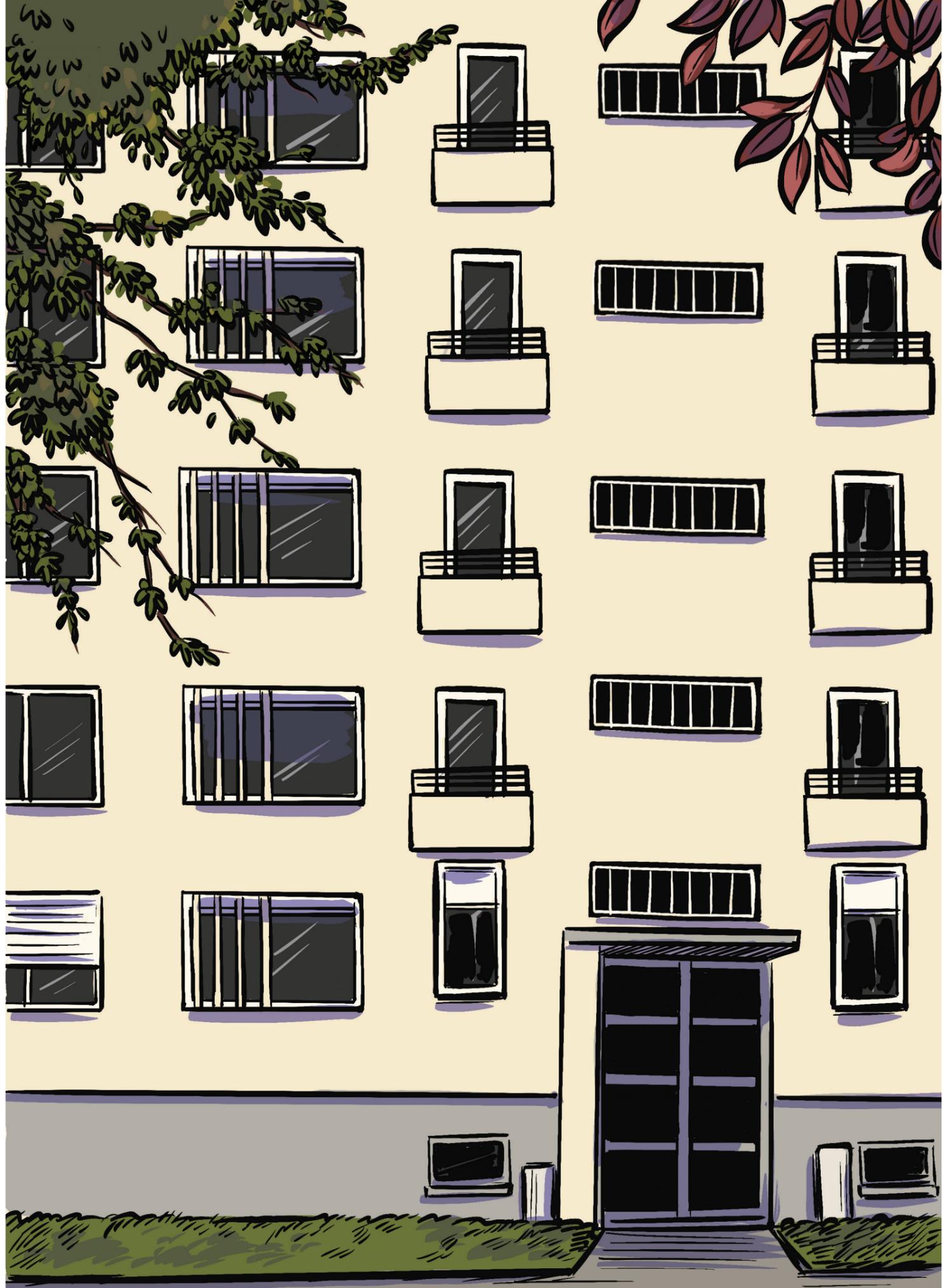


Je sais de façon assez claire où je veux aller mais j'ai besoin d'être accompagnée pour structurer ma démarche dans un contexte d'urgence financière.



Les groupes de femmes entrepreneuses peuvent bien sûr être une solution...

...mais après des années de formation et d'analyse de mes pratiques professionnelles, un coaching personnalisé entièrement dévolu à mon projet est un chemin qu'il me plairait d'essayer aujourd'hui.



JUDITH

En 1997, j'ai été envoyée en France chez ma tante pour poursuivre mes études. J'avais 17 ans.



J'avais à cette époque un visa touristique mais il n'était pas conforme à mon projet de poursuite d'études.

Alors pour régulariser ma situation, j'ai commencé à travailler comme femme de chambre dans des hôtels.



Un an et demi après, j'ai rencontré mon mari et notre aîné est arrivé dans la foulée.

J'ai voulu reprendre mes études mais cela signifiait de laisser le petit à quelqu'un, donc j'ai préféré repousser...

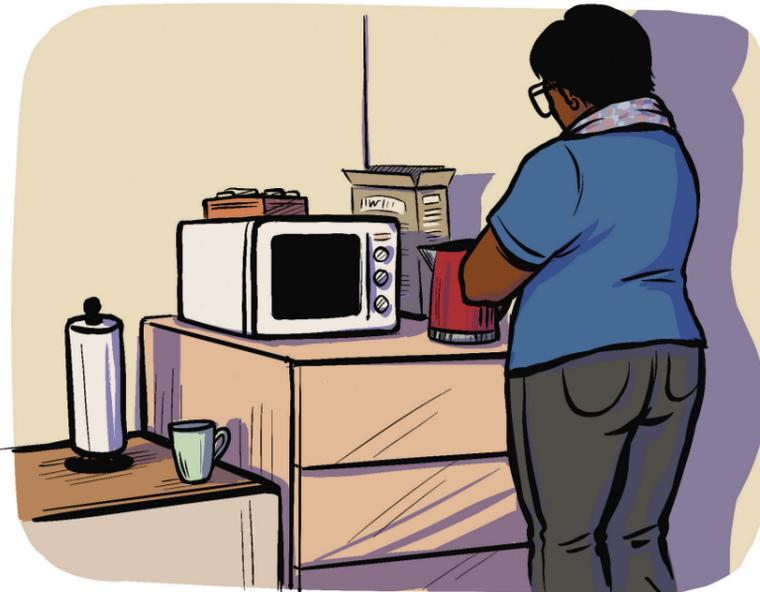


Quand j'étais plus jeune, je voulais être avocate ou journaliste, et puis finalement, la vie en a décidé autrement...

Ce n'est qu'après ma naturalisation que j'ai pu suivre une formation : d'auxiliaire de puériculture.

Quelques années après, j'ai divorcé et je me suis retrouvée seule avec les enfants.

J'ai choisi de quitter la crèche où je travaillais, afin de me rapprocher de la maison, car je perdais chaque jour trois heures et demie dans les transports.



J'ai passé un concours pour obtenir un poste proche de chez moi et pouvoir prendre soin de mes enfants.

À côté de mon emploi, j'ai créé une association de médiation familiale, qui aide à la cohésion et au dialogue dans les familles.

Il y a un an, j'ai également monté une entreprise de location de matériel de fête, mais avec le confinement, l'activité est au ralenti pour le moment.



Mon fils aîné a 20 ans et m'aide énormément, surtout vis-à-vis de sa petite sœur de 14 ans. C'est grâce à lui que je peux entreprendre autant.

Entreprendre pour moi c'est répondre à un besoin, c'est exister, c'est avant tout faire ce que l'on aime.

Pour monter mes projets, j'ai fait le choix de m'entourer de femmes qui ont la même vision que moi, des femmes libres.

Être une femme noire est un frein en France quand on veut entreprendre. Du coup, nous avons parfois nous-mêmes des difficultés à croire en ce que nous faisons.



Et puis le soir, quand on se couche, on sent le poids d'être seule et de tout porter par soi-même, bien que devant les autres il est préférable de montrer qu'on y arrive.



C'est sans doute le prix à payer. Cela dit, je ne crois pas que l'on doive sacrifier sa vie personnelle pour réussir sur le plan professionnel. Mais il me paraît primordial de ne jamais accepter de vivre dans un environnement qui nous empêche de nous épanouir.

Nous, femmes d'Afrique vivant en France -ayant acquis ou non la nationalité française- voulons avoir accès à la formation.

Nous voulons pouvoir nous engager sur la voie de l'entrepreneuriat, créer des entreprises, pour mettre nos savoir-faire et nos ambitions au service de notre quartier, notre ville, notre société.

Dans nos pays d'origine, nous sommes connues pour tenir nos foyers, gérer l'économie familiale, entreprendre, commercer, développer de nombreuses activités.

Pour cela, "mes sœurs" et moi avons besoin que des structures promeuvent le leadership au féminin, et la coopération développement avec nos territoires d'origine...



... afin que nous révélions tout notre potentiel, et que nous puissions partager nos expériences de femmes battantes, pour constituer la force d'entrepreneuriat dont la France a aussi besoin.





MME C.

J'ai quitté le Mali le 22 mars 1991 pour rejoindre mon mari en France. J'avais 29 ans.



J'ai dû laisser des enfants là-bas alors qu'ils étaient tout petits. Ça a été dur, très dur. Et puis en France, je n'avais pas de famille proche, seulement mon mari et quelques cousins de ma mère.



Quand je suis arrivée, je n'avais pas de diplôme et ne maîtrisais pas le français, alors on m'a proposé un emploi de femme de ménage. Mais même ça, c'était pas simple, parce que je ne connaissais pas les noms des produits.

Puis on m'a inscrite à une formation d'un an. J'ai fait les six premiers mois mais j'ai dû arrêter car c'était compliqué comme je devais aller chercher les enfants à l'école et m'occuper de la maison. Mais le peu que j'ai fait, ça m'a beaucoup aidé.

Après, j'ai travaillé sept ans dans un pressing. Je faisais du repassage douze heures par jour, je passais souvent dix heures debout. Une copine un jour est revenue de formation et m'a parlé de son Fongecif. Moi aussi je l'ai demandé. Et je suis partie en formation.

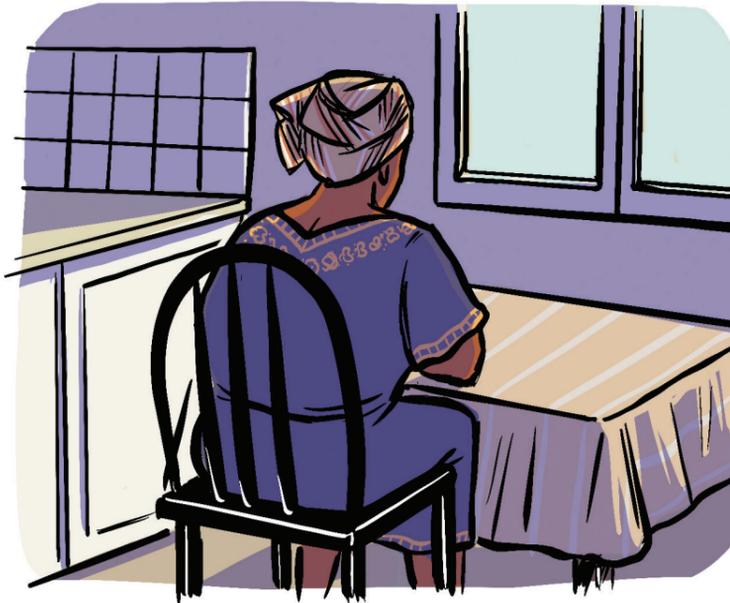


Le problème, c'est que j'ai une hernie discale, une sciatique et de l'arthrose. Je ne peux rien porter de plus de 5 ou 7 kilos, faut que j'évite de porter du poids. C'est pour ça que je ne peux plus garder d'enfants.

Et puis, je peux travailler seulement quatre heures par jour. Pas huit.

Être comme ça, en invalidité, à la maison, et ne rien faire, c'est pas agréable. Aujourd'hui j'ai 58 ans, ça fait bientôt dix ans que j'ai été licenciée.

Je touche le RSA, mais ça ne me va pas, j'ai toujours travaillé, depuis l'âge de 8 ans. J'ai besoin de faire quelque chose.



J'ai appris l'alphabet, j'ai pu commencer à écrire, à lire, remplir des chèques, ils m'ont même appris l'ordinateur.

Et puis, j'ai été paralysée, alors on m'a licenciée, et tout ce que j'ai appris est parti.

Les assedics m'ont donné cent-quarante heures de formation. Mais les seules que j'ai trouvées, c'était pour des gens qui avaient des diplômes et qui étaient déjà en emploi.

Je peux tout lire, tout, mais écrire c'est pas facile. Il y a des mots que je ne peux pas écrire toute seule. Je peux allumer l'ordinateur mais ensuite je ne sais pas comment l'utiliser.



Ne pas maîtriser le français c'est un problème si on veut trouver un travail qui ne soit pas pénible pour le corps. Toutes mes maladies, c'est mon corps qui dit qu'il a trop souffert au travail.

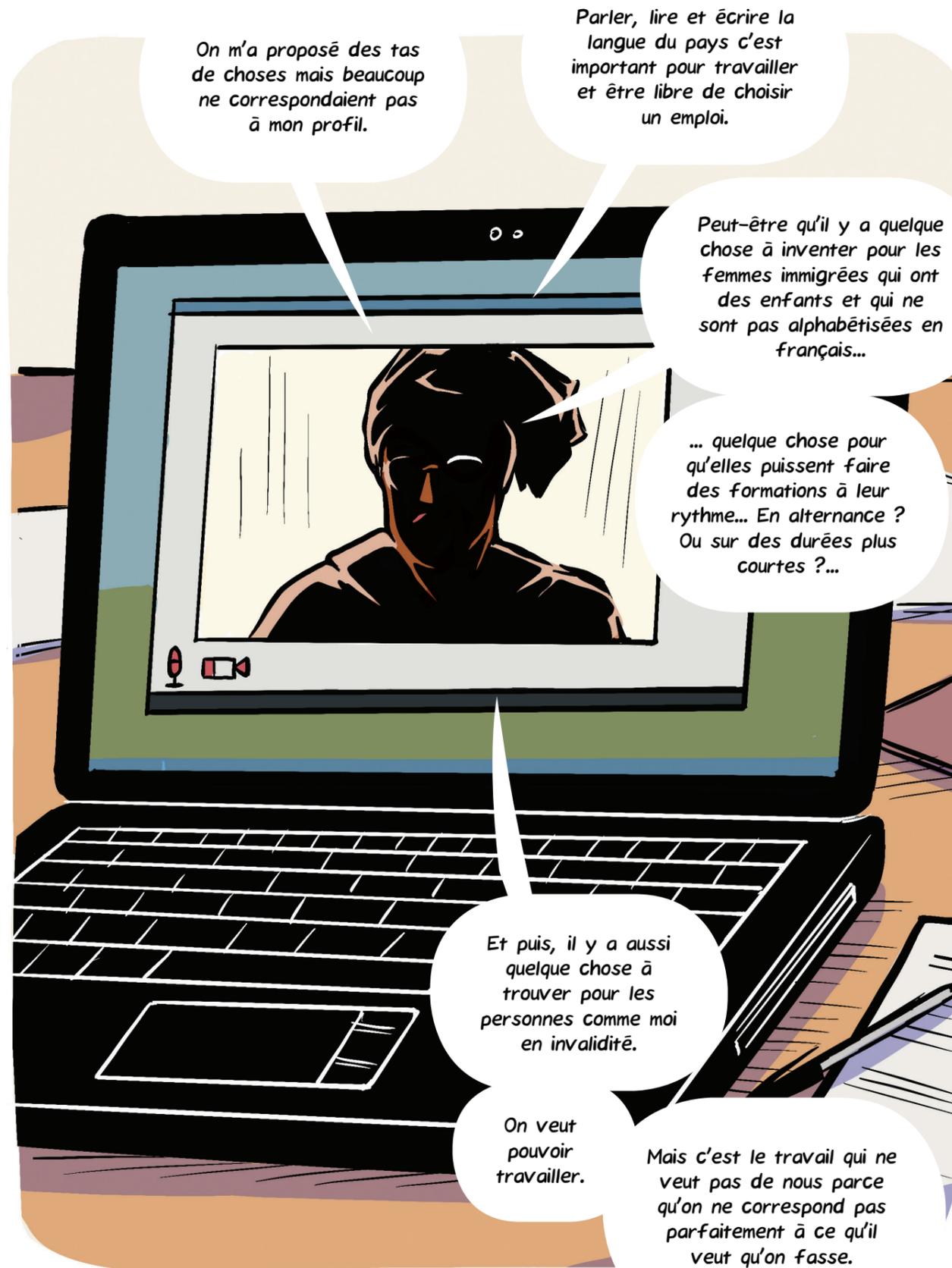


Mon invalidité c'est bon, elle est reconnue, mais je n'ai pas encore le statut de travailleur en situation de handicap, le dossier n'avance pas.



Chaque jour, j'attends qu'on me propose un emploi, une formation, quelque chose qui me corresponde. Mais toujours rien.





On m'a proposé des tas de choses mais beaucoup ne correspondaient pas à mon profil.

Parler, lire et écrire la langue du pays c'est important pour travailler et être libre de choisir un emploi.

Peut-être qu'il y a quelque chose à inventer pour les femmes immigrées qui ont des enfants et qui ne sont pas alphabétisées en français...

... quelque chose pour qu'elles puissent faire des formations à leur rythme... En alternance ? Ou sur des durées plus courtes ?...

Et puis, il y a aussi quelque chose à trouver pour les personnes comme moi en invalidité.

On veut pouvoir travailler.

Mais c'est le travail qui ne veut pas de nous parce qu'on ne correspond pas parfaitement à ce qu'il veut qu'on fasse.



SITOU

Je vivais au Togo, diplôme de littérature africaine anglophone en poche, quand un peu par hasard, mon frère -réalisateur pour la télévision- m'a proposé de le rejoindre dans sa société.



Femmes diplômées
ambitions travail
empêchées inégalités!

LA BATAILLE DES ABSENTS



Ayant étudié la littérature, je me suis essayée assez naturellement à l'écriture de scénario. L'un d'eux est devenu un long métrage qui a été projeté à l'Institut français du Togo. Et en 2011, on m'a proposé une bourse d'étude pour partir en France.

Pendant un an, j'ai suivi une formation pour devenir assistante de production cinéma et télévision.

En Afrique, pour faire du cinéma, c'est compliqué. Toutes les décisions pour le cinéma africain se décident à Paris.

Donc après la formation, j'ai décidé de rester en France pour construire mon réseau et après repartir.

Pour rester en Europe, il faut être en règle avec ses papiers : j'ai donc multiplié les formations pour garder mon titre de séjour étudiant.

Rester chez la famille devenait pesant. J'ai erré dans le circuit des hôtels pendant quatre ans, de Paris jusqu'à la grande couronne.



Votre hébergement n'est pas renouvelé. Voici votre nouvelle adresse.

Où c'est cette fois ? Dans le 91 ?!...

Et puis un jour j'ai réalisé que ce qu'il me fallait, c'était juste un contrat qui se rapproche de ma formation et de fiches de paie en bonne et due forme.



Les contrats proposés étaient soit des stages de quelques semaines soit des CDI.



Il vous faut de l'expérience pour le poste mademoiselle.

Et il me faut un travail pour avoir de l'expérience...

Depuis cinq ans, je suis animatrice socioculturelle, et assistante de vie scolaire.



Ces deux emplois m'ont offert la stabilité dont j'avais besoin pour vivre et revenir progressivement vers le cinéma.

Il y a de nombreux freins quand on est étudiant étranger et qu'on souhaite rester en France pour travailler.

Vous êtes étudiante, vous ne pouvez travailler qu'à temps partiel...

Comment allez-vous suivre vos cours si on vous engage?



Avec ce titre de séjour, vous ne pouvez travailler que dans votre domaine d'étude : le cinéma.

Si on vous engage, on aura des problèmes avec la loi.



Du cinéma ? Vous êtes sûre que c'est bien un milieu pour vous ?

Et pourquoi vous ne repartiriez pas chez vous, au Togo ?



L'Europe devrait cesser de stigmatiser les femmes venues d'Afrique subsaharienne et revoir le vrai sens du vivre-ensemble et de l'inclusion sociale.



Nous ne sommes pas des immigrées, nous sommes des nomades et la terre est un village planétaire.

Quand l'Europe intégrera cette notion, beaucoup de choses changeront.

Les étudiants étrangers devraient avoir plus de liberté que des sans-papiers.



Et pourtant, il y a tellement de restrictions dans leurs titres de séjour que cela favorise leur la précarité.

Les femmes immigrées devraient aussi pouvoir vivre en couple, sans avoir à faire le choix difficile de rentrer au pays pour être avec leur compagnon ou rester ici seule avec leur enfant.

Enfin, une femme, noire, africaine en Europe devrait pouvoir occuper de hautes fonctions dans les secteurs pour lesquels elle a été formée sans rencontrer subir de discrimination de genre ou de race.





AÏSSATA M.

Je suis arrivée en France en 1981 pour des vacances, mon mari il y travaillait déjà depuis quelques années.

On devait rester six mois, mais j'ai dû être hospitalisée. Et notre premier enfant est arrivé. Puis un deuxième. Alors on a décidé de s'installer.



A l'époque, j'avais décidé de rester à la maison pour élever mes enfants. Mais mon mari est décédé en avril 1987. Devenir chef de famille à 26 ans a bouleversé mes projets.



J'étais attirée par les métiers du soin. J'ai passé le concours d'auxiliaire puéricultrice et ai commencé à travailler en 1989 à la fondation Paul Parquet, puis en crèche à la ville de Paris, qui m'emploie encore aujourd'hui.



Quand on est musulmane, on doit garder le veuvage pendant 4 mois : être habillée en noir, ne pas travailler. Mais j'ai fait des démarches pour savoir de quoi mes enfants et moi allions pouvoir vivre.



Au début, j'ai fait des petits ménages dans des grandes surfaces, de la vente dans des magasins de bricolage, et aussi l'aménagement de rayons.



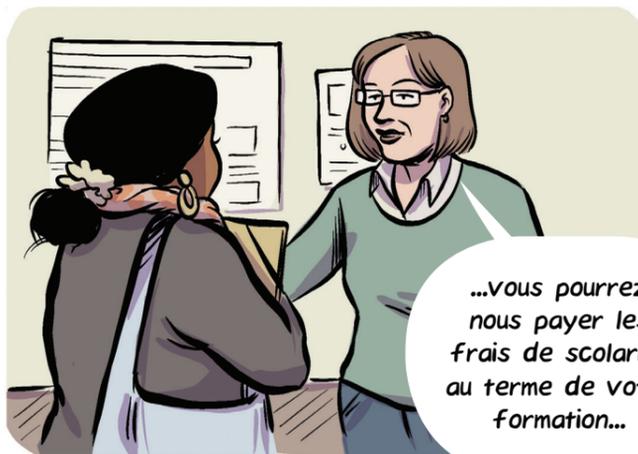
J'étais engagée en politique dans mon pays donc j'ai continué ici.



Beaucoup de gens m'ont aidé. Même des voisins. A partir de là, j'ai créé un lien très fort avec les habitants de Grigny. Je crois que c'est pour ça que je suis rentrée dans les associations.



Puis, devenir auxiliaire puéricultrice m'a permis de me sécuriser, d'avoir un salaire tous les mois pour m'occuper de ma famille.



Ayant été veuve très jeune, j'ai vu tous les problèmes que ça peut engendrer même si j'ai eu la chance d'être bien encadrée.

J'ai créé une association dédiée aux primo arrivants, aux femmes coupées de leur pays afin de les aider à s'adapter et à mieux connaître leurs droits.

Aujourd'hui, j'envoie régulièrement des vêtements, des médicaments à ma famille au Sénégal et en Mauritanie. Je fais aussi parvenir des livres dans des écoles et des lycées.

Dans nos hôpitaux, nous n'avons rien. Parfois, il faut même amener son matelas. Si le médecin prescrit un médicament, et qu'on n'a pas d'argent, on ne peut pas soigner. Alors je collecte des dons pour pouvoir équiper en matériel médical les hôpitaux du Sénégal.

Ma vie professionnelle déborde beaucoup sur ma vie privée. Les gens viennent me voir dès qu'il y a un petit souci, comme si j'étais une assistante sociale. Il n'y a pas d'heure, pas de frontière, parce que je n'ai pas su, ou pas voulu, mettre de barrière.



Avec sept enfants à ma charge, j'ai souvent dû prendre des congés maladie. Et quand je revenais au travail, je voyais que mes collègues me regardaient comme si j'étais une menteuse...



Dans la vie, il y a des choses que l'on doit sacrifier. La communication est centrale dans mon organisation familiale, mais cela n'a peut-être pas toujours été suffisant.



Il y a des femmes qui n'ont pas choisi d'avoir des enfants et de vivre seule.

Avoir des gens à qui parler c'est permettre à ces femmes de rebondir dans la vie et de trouver une place dans la société, tout en étant la mère qu'elles veulent être pour leurs enfants. Mais pour ça, il faut des dispositifs.

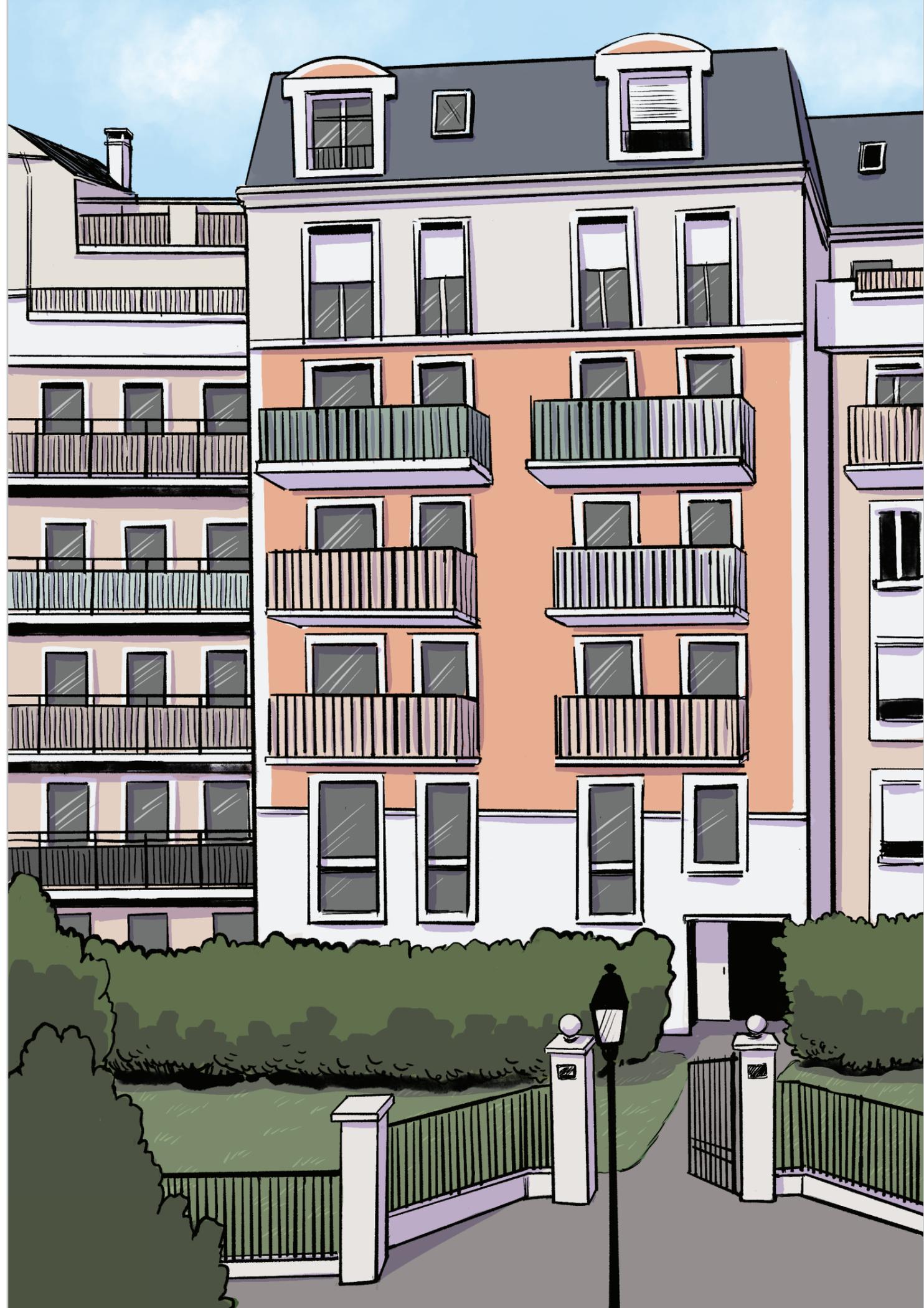
Et puis, quand nos enfants sont malades, on est toujours obligé de nous arrêter pour les garder. Moi, j'avais 12 jours "enfants malades". C'est suffisant quand on a une petite grippe mais pas pour le reste.

Le nombre de ces congés devrait être adapté à la situation de chaque femme : célibataire, entrepreneure, poly-activités, etc...

Aussi, je n'oublie pas d'où je viens et c'est pourquoi je veux aussi pouvoir être utile aux femmes de mon pays le Sénégal avec mon entreprise d'agro-transformation. Mais le transport coûte cher.

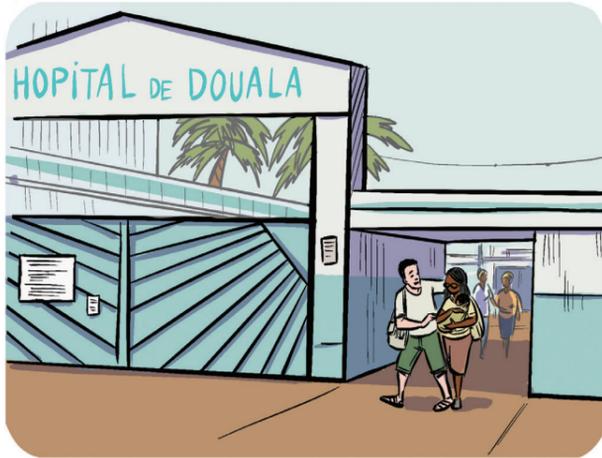
Est-ce que des mesures de dédouanement ne pourraient pas être mises en place les 2 ou 3 premières années pour les Français qui ont des projets en direction de leur pays d'origine ?





FRANCINE

Alors qu'il n'avait que 8 mois, mon fils est tombé très malade. Avec mon mari, on a écumé tous les hôpitaux du Cameroun pendant six mois sans trouver de solution.



J'ai eu trois refus de visa, parce qu'étant compagne de ressortissant français, j'aurais dû faire une demande de visa "installation" mais nous n'en savions rien.



Alors en juillet 2018, nous sommes partis en France. Ce n'était pas mon projet initial et un peu malgré moi, j'ai dû tout laisser derrière moi.



Les seules personnes qui nous soutenaient à notre arrivée étaient les parents de mon mari, mais ils habitent à 500 kilomètres de nous.



En 2015, j'ai rencontré mon mari lors d'un événement à Bruxelles, où j'étais invitée à présenter mon premier livre. Il a démissionné de son poste d'ingénieur dans l'énergie atomique pour me rejoindre au Cameroun où nous avons vécu trois ans.



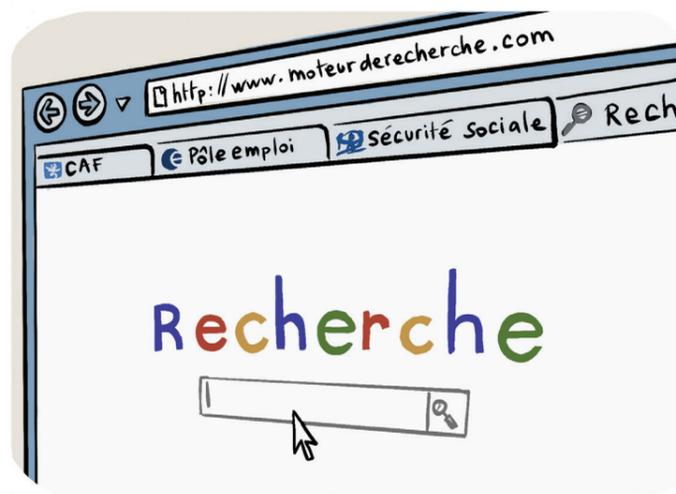
Grâce au CNED, j'ai pu identifier que le travail que je faisais depuis de longues années au Cameroun portait un nom : écrivain public.



Certains de ses amis lui ont tourné le dos quand il s'est mis en ménage avec moi, l'Africaine, parce qu'ils disaient que les Noirs prennent les Blancs pour des "portefeuilles".



Ici, il a fallu repartir de zéro. Mon mari ne pouvait pas m'aider dans mes démarches, il n'était lui-même jamais passé par là. Et puis un jour, je tombe sur le CNED.



Comme je n'ai pas trouvé d'emploi, depuis 2019 je suis à mon compte et je propose des services de transcription, correction, traduction, relecture à diverses entreprises et sites web.



Des difficultés, j'en ai eu, et j'en ai encore.

Vous savez déjà ce que voulez, on ne peut pas vraiment vous aider...

Mais nous avons d'autres offres d'emploi qui peuvent correspondre à votre profil...



Et puis un jour, à la suite d'un entretien de sélection dont j'avais réussi les tests haut la main, le recruteur m'a dit...



C'est là que j'ai décidé de monter ma structure.



Avec deux enfants en bas-âge et sans solution de garde, j'ai dû arrêter de prospecter des clients car je ne suis plus en mesure de satisfaire leur demande. Aujourd'hui, je travaille de la maison, pendant que la petite dort.

Je souhaite suivre d'autres formations sur des logiciels utilisés par certains de mes clients afin de développer mon offre de services.

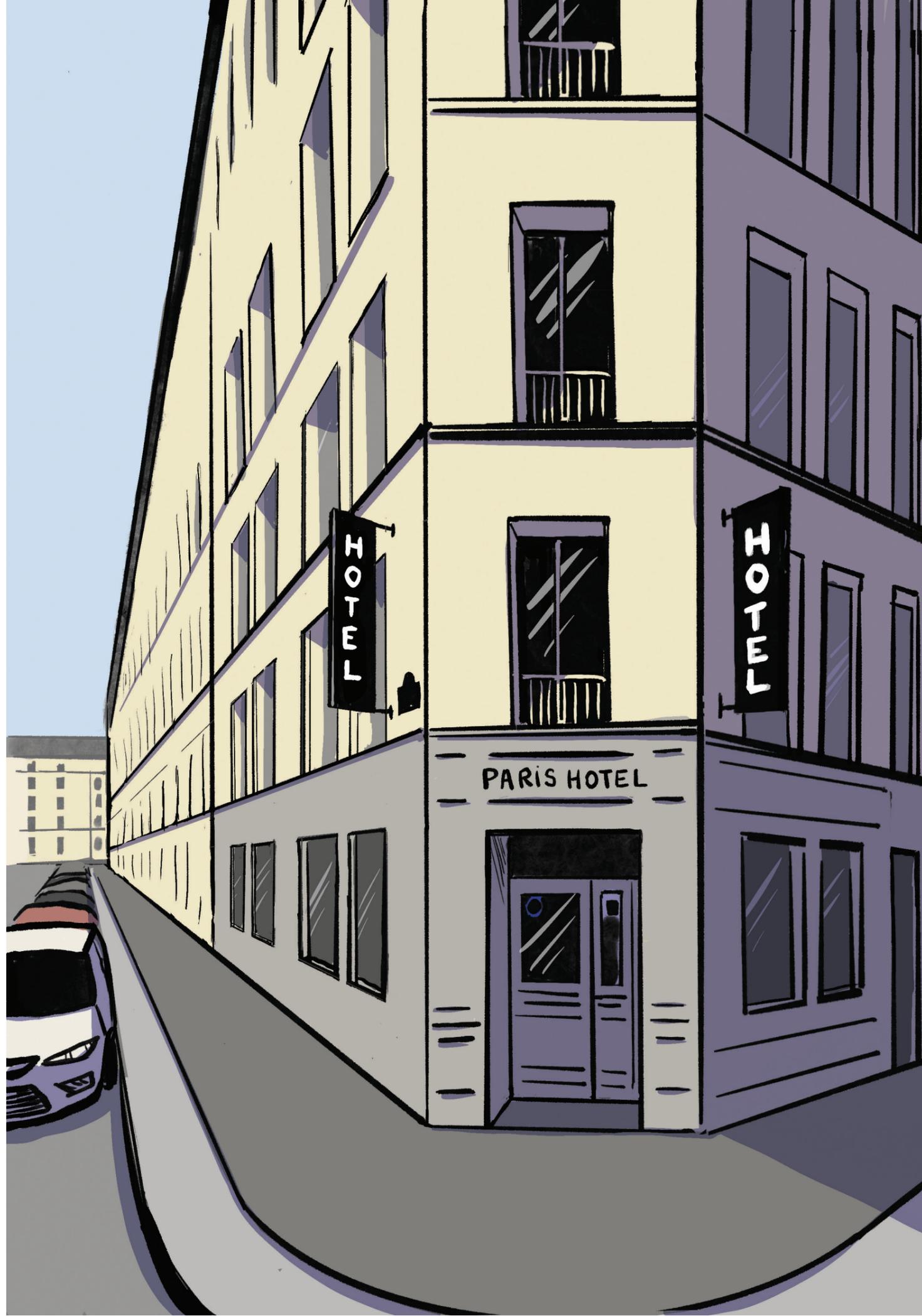
Mais il y a deux problèmes :

D'abord, la garde d'enfants. Les femmes auto-entrepreneures devraient pouvoir être accompagnées afin que sur ce temps de garde, elles puissent aller en rendez-vous client, participer à des formations, démarcher des prospects.

Et ensuite, la procédure ainsi que les coûts des formations continues pour les étudiants étrangers : 3000 euros en moyenne. C'est beaucoup trop cher.

Peut-être que l'Europe ou des entreprises intéressées par la diversité dans leur recrutement, pourrait mettre en place des bourses de formation pour des femmes entrepreneures migrantes et mères qui souhaitent, elles aussi, avoir une belle carrière professionnelle ?





CHANDA

Je suis arrivée en France en 2006 à l'âge de 35 ans, pour une opération des yeux.



Je m'étais déjà fait opérer en Guinée Bissau mais ça n'avait pas bien marché. Alors, comme je vivais au Portugal avec ma mère depuis 2002, des gens de la famille nous ont dit que je pourrais trouver de bons médecins en France.

À mon arrivée, comme j'avais pas de diplôme, j'ai travaillé pendant un an et demi "au noir" dans des immeubles pour l'entretien des sols et des fenêtres.

En 2013, une copine sénégalaise m'a trouvé un emploi dans un hôtel. Pour que je puisse être déclarée, ma cousine m'a prêté ses papiers...

Et puis deux ans après, ma fille est née. J'ai eu des papiers de mère d'un enfant français. Et c'est là que j'ai dit la vérité à mon patron...



On m'a prêté des papiers pour pouvoir travailler....



Tu ne les a pas volés, n'est-ce pas ?

Non, non.

Alors ce n'est pas grave, tout le monde t'aime beaucoup ici, tu travailles bien, tu ne fais pas d'histoire.

Donne-moi tes papiers, assieds-toi.



Son bureau, je le nettois tous les jours. Ce jour-là, c'est la première fois que je me suis assise à l'intérieur.

Mon patron, vraiment, je l'aime beaucoup, il a fait beaucoup pour moi.

Mais là, avec le confinement, je n'ai pas beaucoup travaillé. Et maintenant, on est fermé jusqu'en décembre.

J'aimerais profiter de ce temps là pour faire une formation avec les enfants en situation de handicap, comme ça c'est lié à mon projet :

Ici, j'ai une association pour les personnes en situation de handicap. Et en Guinée Bissau, j'ai une ferme de 15 hectares que je veux transformer en centre pour les personnes en situation de handicap.

Mais je veux reprendre le travail, même si ce n'est pas lié à mon projet, car je ne peux pas rester comme ça. : le mois dernier, j'ai touché 130 euros du Pôle Emploi. Avant, 400 euros. C'est pas assez pour ma fille et moi.



Avec le père de ma fille, on s'est séparé au bout du 4^{ème} mois de grossesse. Une amie m'a hébergée mais si je restais là, le Samu social n'allait pas me prendre.



Alors je suis allée dormir à l'hôpital pendant quinze jours. Et là, j'ai été placée dans un hôtel du Samu social.



Mais la chambre est petite, même pas 10^m². Ma fille pleure parce qu'elle n'a pas de place pour jouer. Mais sans CDI, pas de vrai appartement. Ici, je ne paie pas un centime.



Je travaille bien, je fais les chambres, le petit déjeuner... Mais sans clients, pas de travail, donc pas de salaire... Heureusement que j'ai touché la tontine il n'y a pas longtemps. Comme ça, je peux acheter à manger et des habits.



Quand quelqu'un connaît mieux que toi le chemin, alors peut être que tu vas trouver ta route.

Mais moi, toute seule, c'est difficile de m'en sortir.

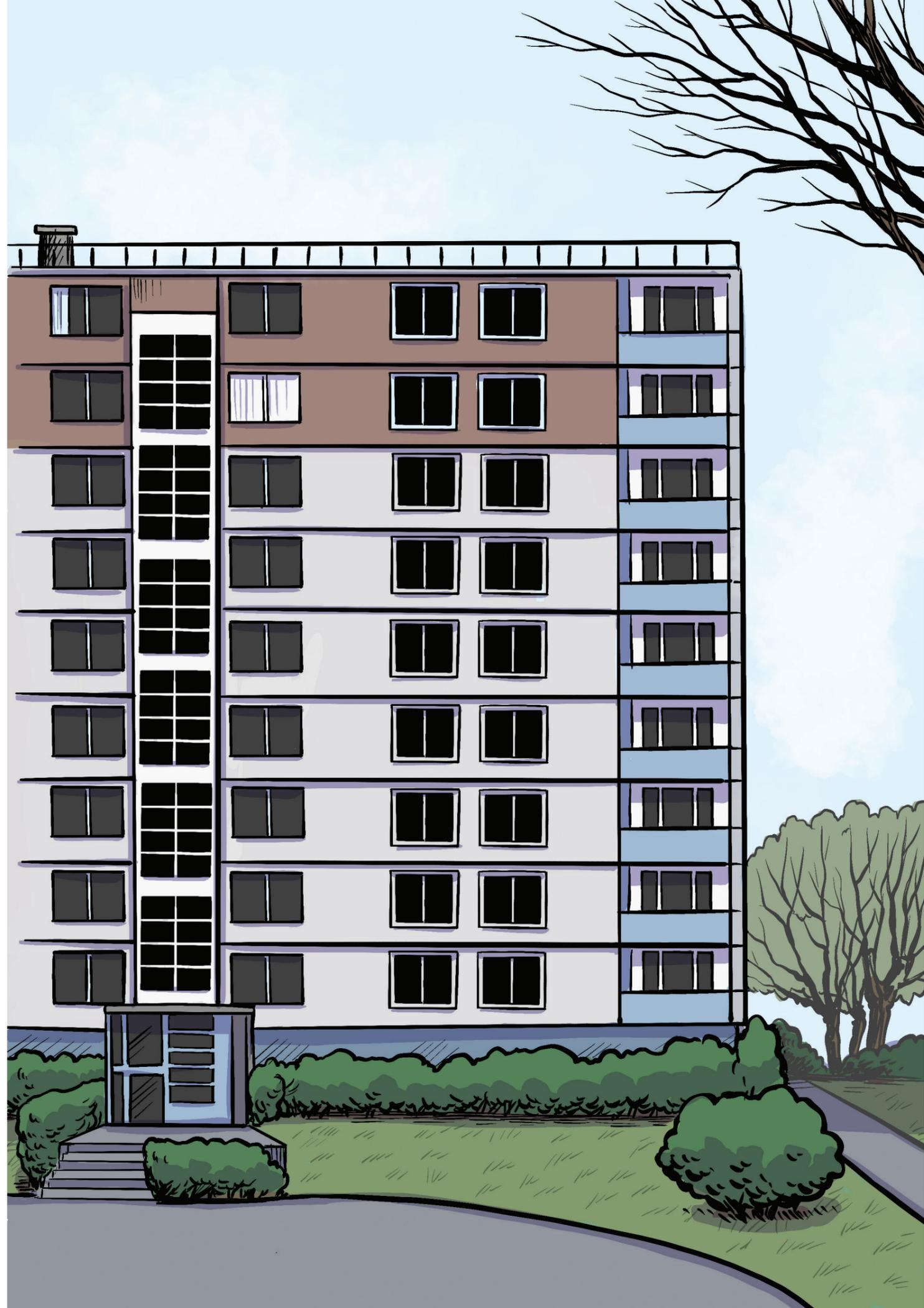
Tant que je n'ai pas de carte de séjour, c'est compliqué pour que je trouve une formation. Et puis, laquelle ? Je ne sais pas...

...Et sans formation, pas de bon travail. Sans bon travail, pas de maison.



J'aimerais un jour ne plus vivre comme ça, avoir ma maison, passer le permis, acheter une voiture, proposer une autre vie à ma fille.

Est-ce qu'il existe un organisme, un programme, ou des aides pour des femmes comme moi ?



AÏSSATA T.

Je suis la troisième d'une fratrie de quatre enfants. Mes parents ont quitté le Mali dans les années 1970 et se sont installés à Argenteuil.



Ado, je participais aux activités culturelles du quartier... Très vite, je me suis passionnée pour la comptabilité. Je voulais gérer des projets, construire des choses.



A partir du lycée, j'ai commencé à sortir de mon milieu social, à m'intéresser à d'autres cultures notamment celle de mes parents qu'ils ne m'ont pas transmise par souci d'intégration.



C'est là que j'ai commencé à aller au Mali, à m'intéresser à l'histoire de mes parents, à leur passé, à leur culture.

Après mon BTS audiovisuel, j'ai travaillé pour une boîte de production comme manager d'artistes. Ça m'a permis de beaucoup voyager.



Comme j'adorais l'artisanat, j'ai monté un concept store autour de la création artisanale africaine. J'ai été accompagnée six mois par la Boutique de Gestion.



J'ai commencé à fréquenter le Club Cosm'ethique du GRDR. Là, j'y ai rencontré d'autres entrepreneuses qui travaillaient aussi dans la cosmétique de façon informelle.



L'intérêt les produits africains explose ici, mais en Afrique, la vie des producteurs ne s'améliore pas...

Club entrepreneur au féminin

Six ans après, l'entreprise a fermé. J'ai été licenciée économique. J'avais 26 ans.



En même temps, c'est peut-être le moment de monter mon projet...

Entre 2006 et 2014, j'ai fait du commerce équitable avec 80 entrepreneurs. Mais l'espace créateur où était située ma boutique - dans le Forum des Halles à Paris - a été effacé du nouveau projet de l'établissement, alors j'ai dû fermer boutique.



C'est comme ça qu'avec d'autres femmes entrepreneuses, on a créé la Maison de la Cosm'ethique. Ce collectif nous permet de partager nos expériences, de nous entraider, et chacune fait évoluer son projet professionnel.



Les difficultés sont apparues à 37 ans, au moment d'avoir mon premier enfant. C'était l'occasion de réfléchir à ce que j'avais vraiment envie de faire.



Si vous cherchez vraiment du travail, vous allez en trouver.

Sinon vous devriez recréer une entreprise...

J'ai eu beaucoup de contrôles administratifs de la CAF car on me soupçonnait d'avoir une activité non-déclarée. Mais tout ce que je voulais, c'était avoir du temps pour moi, une place en crèche et de l'accompagnement pour mon projet.



Vous n'avez pas assez cotisé quand étiez entrepreneuse...

Après deux ans de chômage, j'ai été au RSA. Là, j'ai su ce que c'était que la précarité. Ma peur, c'était d'accoucher sans être au régime général de la sécurité sociale.



Vous avez déjà un F2, vous n'êtes pas prioritaire...

Vos enfants peuvent dormir dans la chambre et vous dans le salon.

Pour sortir de là, j'ai repris une activité salariée en CDD puis CDI. J'ai maintenant des fiches de paie et un revenu correct et j'espère trouver un appartement d'ici deux ans.

On accumule beaucoup de frustration quand on est une femme entrepreneuse parce qu'il y a de nombreux choix à faire et qu'on manque vite de sommeil pour tout gérer.

La société considère encore qu'entreprendre est un risque. Mais si nous ne prenons ce risque pas maintenant, il nous sera difficile de le faire plus tard. Du coup, on se précarise et on limite ce qu'on pourrait faire.

Respecter le choix de la femme qui souhaite gagner sa vie en entreprenant, c'est mettre en place des structures de garde avant l'école, avec des tarifs et forfaits adaptés qui correspondent à notre réalité économique, c'est-à-dire sans fiche de paie la première année ! Et c'est le projet que j'ambitionne de monter en Afrique.

Je rêve d'un espace de coworking avec un mode de garde attendant, où l'on pourrait aller voir notre enfant pour l'allaiter, où des activités d'éveil lui seraient proposées, un lieu où l'on pourrait travailler autant que l'on voudrait et où l'on pourrait se former et rencontrer d'autres entrepreneurs.





MARTINE

Mon père était militaire de carrière. Nous avons vécu au Sénégal entre mes 3 et 15 ans. Et puis au moment de la séparation de mes parents, je suis retournée en France, dans un pays qui m'était totalement inconnu et où je n'avais pas envie de vivre.



La Côte d'azur est un milieu particulier où il y a beaucoup de racisme. J'ai eu beaucoup de mal à accepter ce retour. C'est seulement à la fac que j'ai eu le sentiment de commencer à m'intégrer, à avoir des copines. Je crois que c'est pour ça que je ne me suis jamais sentie "en dedans".



Je suis devenue infirmière un peu par hasard après avoir été recalée au concours d'éducatrice spécialisée parce que j'étais trop jeune.



J'ai rencontré le père de mon premier enfant, au sein d'un parti marxiste léniniste panafricain. Gérer à la fois travail, militantisme, et maternité m'a donné l'impression de passer à côté de plein de choses.



Les années passant, mon métier a beaucoup changé : il fallait enchaîner les pansements, courir, on n'avait plus de temps pour échanger avec nos patients. Alors en 1997, comme j'étais de nouveau enceinte, j'ai décidé de quitter la clinique et le métier d'infirmière.



Mon diplôme en poche, j'ai quitté Antibes pour Paris. J'ai fait de l'interim pendant deux ans car je n'avais pas envie de me poser. Puis, la clinique où j'étais m'a proposée un CDI. J'y suis restée un peu plus de seize ans.



Je faisais journée de 12 heures. Quand je rentrais à la maison le soir, il était déjà 21h30, donc pour la vie de famille, c'était compliqué. C'est aussi ce qui m'a éloignée du militantisme. Mais pas seulement.



Très vite, mon second compagnon est parti. Je me suis retrouvée famille monoparentale avec des jumeaux. J'avais 42 ans et ne savais toujours pas ce que je voulais faire. Mais ayant travaillé 20 ans, je savais que mes indemnités me permettraient de réfléchir.



En 2007, j'ai eu un premier cancer des poumons, j'avais 49 ans et mes enfants 7 ans. C'est clair que j'ai payé ma dépendance à la nicotine.



Mais quand on est seule, on est à la fois le père et la mère. La vie avance quoi qu'il arrive. Alors on s'accroche et on gère l'école, les devoirs, les anniversaires.



Je suis retournée à la fac, pour me resocialiser plus que pour avoir un diplôme. Mais à mon âge, je ne me faisais pas d'illusions sur mon employabilité. A côté de ça, j'ai développé une activité d'écrivain public et ai monté un restaurant associatif.



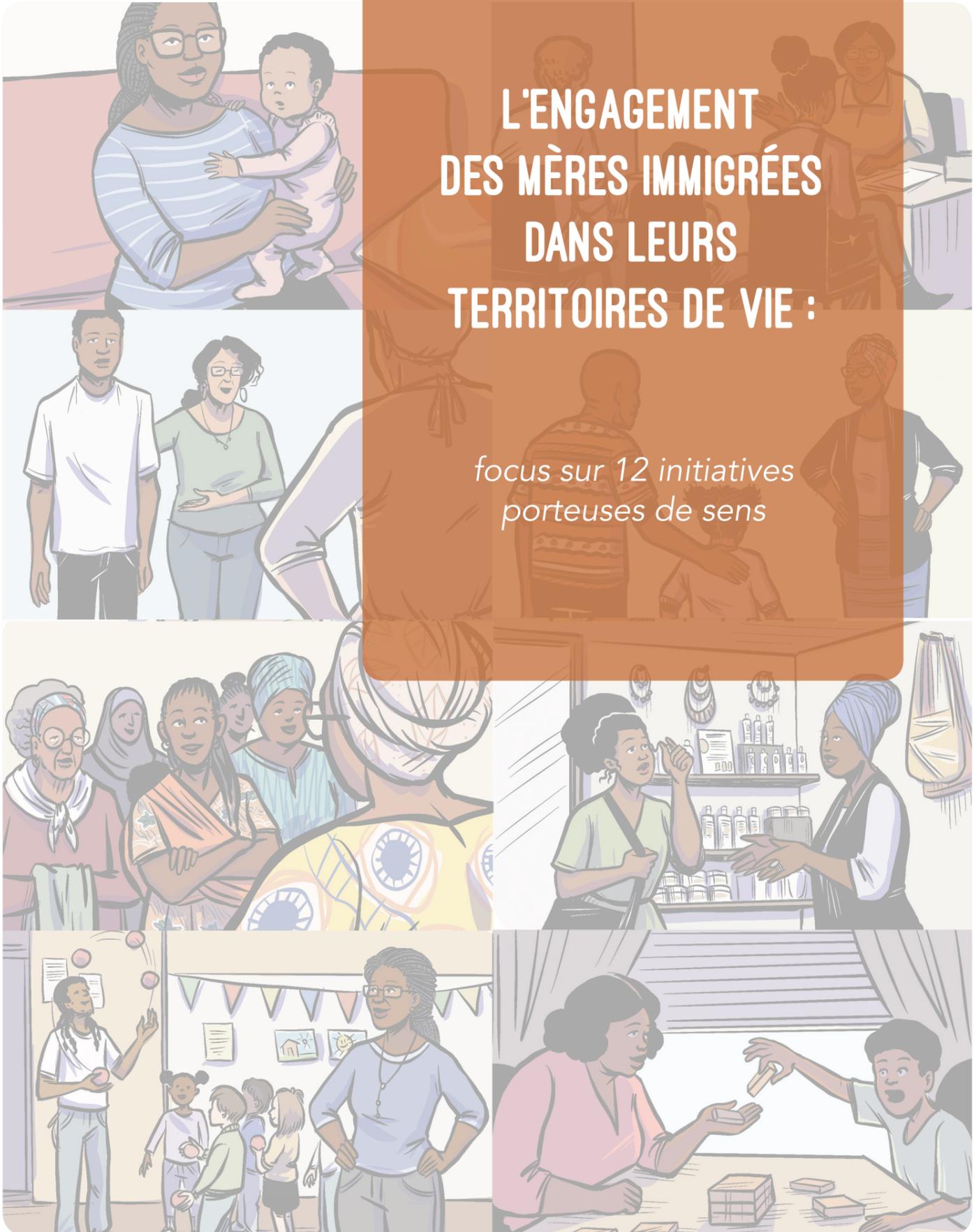
Mais quand on est malade, on vit dans l'angoisse de la récurrence. Pendant plusieurs années, dès que j'avais le moindre symptôme, je m'imaginai que cela pouvait être grave.

En France, il y a des discriminations de toutes sortes. J'ai rencontré de nombreuses difficultés pour trouver un logement alors que j'étais infirmière et que je n'avais pas de problème de fiche de paie.

Mais plus généralement, quand on est une femme, on est discriminée. Et quand on est une femme noire, on est doublement discriminée. Ajoutez en plus la monoparentalité et le fait de vivre en Seine-Saint-Denis, cela connote tout de suite la perception que les gens ont de vous.

Pour améliorer la condition des femmes seules avec enfants, je propose qu'elles bénéficient d'un revenu spécifique qui leur permettrait de se débarrasser du stress quotidien. Elles auraient alors la possibilité de penser à l'essentiel : la gestion de leurs enfants et la suite de leur carrière.





L'ENGAGEMENT DES MÈRES IMMIGRÉES DANS LEURS TERRITOIRES DE VIE :

*focus sur 12 initiatives
porteuses de sens*

L'**accompagnement des migrants** est au cœur des activités du **Grdr** depuis sa création en 1969.

Parmi les populations des quartiers, les **femmes immigrées** - malgré de nombreuses difficultés dans leur vie quotidienne liées aux discriminations - **s'organisent et s'investissent dans des structures de proximité** pour soutenir les initiatives sociales et économique de leurs membres, pour faire de la médiation et lutter contre les discriminations.

À ce titre, les **initiatives économiques et associatives** constituent des leviers de développement de compétences, de promotion et de reconnaissance qui permettent aux habitants des quartiers prioritaires de prendre confiance en eux et d'être des acteurs engagés pour le vivre ensemble.

Dans ces pages, le **Grdr** a souhaité faire dialoguer les **récits biographiques de 12 mères immigrées** avec leurs engagements dans leurs territoires de vie.

Ce livret propose, sous forme de fiches signalétiques dessinées, un aperçu des **12 projets portés par ces femmes**, il vise à valoriser leurs initiatives, modestes d'un point de vue économique, mais d'une très grande richesse en termes de dignité, d'impact local et de lien social.

Je m'appelle Adeline, j'ai 59 ans, et je suis la fondatrice de "Cityzen Mômes", une association visant à aider les enfants à développer leurs compétences socio-émotionnelles dès leur plus jeune âge.



J'ai alors eu l'idée de mettre en place des rencontres transgénérationnelles pour favoriser le lien entre tout petits et grands.



En 2019, Cityzen Mômes a accueilli 122 enfants et proposé 68 activités : éveil musical, expression corporelle ou encore ateliers d'arts plastiques et de bien-être.



Après 12 ans de bénévolat auprès d'associations d'aide aux personnes âgées, j'ai constaté que nos "anciens" étaient de plus en plus isolés, terriblement seuls, et même abandonnés pour une grande majorité d'entre eux.



Je me suis progressivement mise à rêver d'une société qui offre à tous les enfants la possibilité de cultiver le potentiel de bonheur qui est en eux afin que celui-ci s'épanouisse tout au long de leur vie et ne les quitte pas.



Où je me vois dans cinq ans?

À la tête d'un deuxième établissement dans une autre commune accueillant encore plus d'enfants qu'aujourd'hui.

Je m'appelle Sitou, j'ai 36 ans et je suis coordinatrice de "Beauty for Ashes" qui organise des activités culturelles et la formation de publics éloignés du monde de l'art. On effectue également la couverture audiovisuelle d'événements.



En parallèle, depuis 2015, nous avons envoyé des cadeaux de fin d'année à 400 enfants issus de villages précaires...



Mais la réalisation de films documentaires n'allait pas fondamentalement changer la vie des gens. Pour cela, il fallait dégager un budget "social" spécifique : c'est la vocation de l'association.



Notre association a été fondée en 2015, et entre 2016 et 2018, on a formé 300 jeunes à l'écriture du scénario, le jeu d'acteur et la critique de cinéma.



...et monté un projet de bibliothèque numérique pour un hôtel social à Paris, pour contribuer à la libre formation et information des résidents.



J'espère qu'avec l'association, nous participeront un tant soit peu à donner de l'espoir aux gens...

... surtout aux enfants, en les convainquant qu'ils doivent se battre pour échapper à la fatalité.

Je m'appelle Aissata, j'ai 62 ans et je suis la présidente de l'association "Saine Nature" créée en 2019 pour assurer la transformation et le conditionnement de fruits et légumes en provenance de Casamance, véritable poumon du Sénégal.



Bintou ! Il faut qu'on se voit à mon retour. J'ai une idée pour valoriser les fruits et légumes de Casamance... ... une idée qui créerait des emplois, tout en luttant contre l'émigration.



Nos productions sont vendues au Sénégal et en France et sont destinées à toutes les personnes désireuses de consommer des aliments sains et fabriqués de façon respectueuse pour leurs producteurs.



Après plusieurs visites au Sénégal, j'ai constaté que les gens préféreraient consommer des produits de l'étranger alors que parfois ils avaient les mêmes sur place.



Depuis deux ans, le principe est le même. Nous achetons des produits invendus aux agriculteurs, et les transformons en fruits et légumes séchés, en confiture, ou en sirop.



Pour le moment, nous avons 4 salariées à mi-temps et sommes producteurs nous-même. Mais dans cinq ans, j'espère que nous pourrions avoir plus de commandes par an afin d'atteindre au moins 10 salariées et ainsi faire tourner la structure à plein temps.

Je m'appelle Aissata, j'ai 43 ans, et je lance le projet entrepreneurial "Cosmeto & Food" en 2021. Je suis en recherche intensive d'implantation de l'unité de transformation agricole sur Bamako.



Depuis 2017, avec des producteurs maliens, je travaille en étroite collaboration pour monter une première unité de transformation de produits agricoles au Mali pour les secteurs de la cosmétique et de l'agro-alimentaire.



Papa, c'est quoi ? Ici tu as des Infusions et des Tisanes de kinkeliba, hibiscus rouge ou encore du miel de baobab... On peut goûter ?

Il y a quinze ans, j'ai monté un concept store : "Eth(n)ik", autour de l'artisanat africain qui a vraiment bien marché. Alors j'ai eu envie de prolonger le concept au niveau agro-alimentaire.



Je cherche un masque pour cheveux secs. Vous auriez un produit à me proposer ? Oui, nous venons de lancer INITIÉ.e, une gamme de produits naturels à base d'ingrédients tels que le karité, la mangue, le cacao...



Mon rêve ? Que mon entreprise permette à des agriculteurs de vivre dignement de leurs productions. Que l'activité soit viable et rentable afin que je puisse m'y consacrer pleinement : pouvoir partager mon temps entre la France, le Mali et l'Afrique pour la voir prospérer.

Je m'appelle Chanda, j'ai 49 ans et je suis femme de ménage dans un hôtel.



Durant plusieurs années, je me suis occupée de mon beau fils qui est autiste. Maintenant, il est pris en charge par les pouvoirs publics mais son parcours face à la maladie m'a donné envie de construire un centre en Guinée Bissau pour aider les personnes en situation de handicap.



Pour le moment, je ne parviens pas à trouver de financements pour assurer la construction.



En 2017, j'ai créé "DIHA", une association de prise en charge des personnes en situation de handicap. En trois ans, nous avons accueilli des personnes âgées, et des personnes atteintes de handicaps divers.



Voici 15 hectares de terre pour toi, ma nièce.

Fais-en bon usage.

J'y construirai un centre d'hébergement pour les familles qui ont des enfants handicapés.

Dans cinq ans ?

J'espère que la construction sera terminée et que j'aurais commencé à héberger des enfants.

Je m'appelle Martine, j'ai 64 ans et je suis la Secrétaire de l'association "REVEIL" : Réseau de Valorisation Économique d'Initiatives Locales des migrants.



Vous êtes au bon endroit !

REVEIL accueille des migrants, des associations de migrants, des demandeurs d'emploi et également des étudiants.

Il a donc proposé d'accompagner le développement de projets économiques en France et en Afrique, afin de contribuer à faire émerger chez les populations migrantes un entrepreneuriat responsable, et la création d'activités génératrices de revenus pérennes.

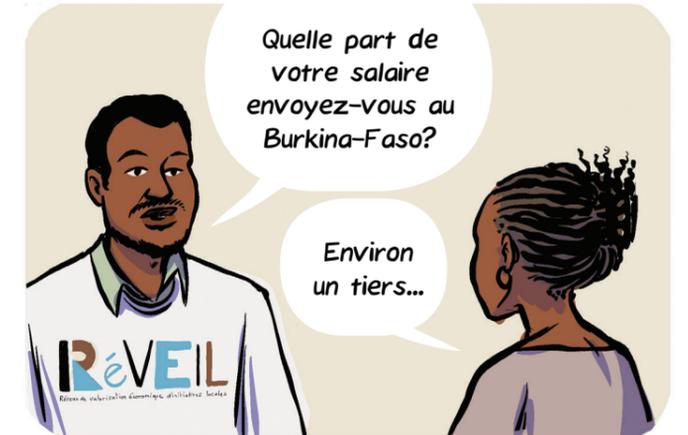


Réveil a été créée en 2013 afin d'accompagner l'entrepreneuriat des migrants en direction des pays d'origine, la sensibilisation à la citoyenneté et l'insertion professionnelle des jeunes.



Malick était apprenti cuisinier en Mauritanie. Je vous assure qu'il fera une excellente recrue !

Le président de l'association a très vite compris que l'insertion des migrants serait d'autant plus facilitée si en parallèle elle s'accompagnait d'une amélioration de la qualité de vie des familles restées au pays.



Quelle part de votre salaire envoyez-vous au Burkina-Faso?

Environ un tiers...

Comme pour les autres associations, le nerf de la guerre, ce sont les moyens. Financiers, mais aussi humains.

Dans un avenir proche, nous espérons pouvoir salarier une partie de l'équipe afin de confirmer notre expertise sur nos thématiques d'intervention.

Je m'appelle Hawa, j'ai 35 ans et je suis la présidente de l'association "Taguërané", fondée en 2020 dans le but d'offrir des services d'accompagnement à la parentalité et à l'éducation.



Au sein de Taguërané, nous oeuvrons principalement en direction des familles, des femmes et adolescents du département de l'Essonne à travers diverses actions sociales et culturelles.



Pour le moment, nous n'enregistrons aucune recette. Le covid a empêché le développement de notre activité.



C'est un projet qui est né à la suite mon expérience personnelle. Ayant dû élever mes enfants seule, j'ai très tôt compris l'utilité sociale de ce type de structure.



Je m'appelle Judith, j'ai 42 ans, et je suis la fondatrice d'Acoufa, association de soutien aux familles en situation de précarité.



Ce moment a été une véritable déchirure pour mes enfants et moi. Alors dès que j'ai pu, j'ai mis en place un service de médiation familiale pour que des enfants ne soient plus jamais victimes de la séparation de leurs parents.



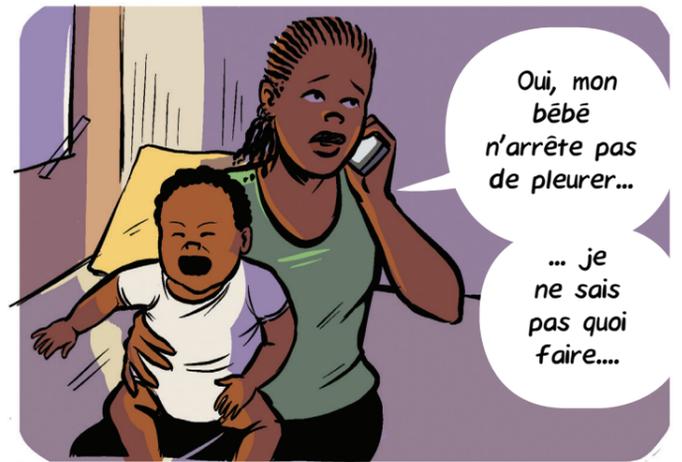
Cette année 12 familles ont bénéficié de cadeaux pour Noël, 130 élèves du primaire ont reçu des kits scolaires et nous avons porté assistance à une cinquantaine de familles pendant le covid en fournissant des masques.



En 2016, mon mari et moi avons divorcé. J'étais au chômage et je n'avais pas de soutien. J'étais tellement en difficulté que j'ai dû aller chercher à manger aux restos du coeur.



Acoufa accompagne au Bénin dans les domaines de la santé et de l'éducation des femmes, des enfants, des filles-mères parce que c'est chez elles que le niveau de vulnérabilité est plus élevé.



Je m'appelle Mme C., j'ai 59 ans, et je suis la présidente du Groupe Benkadi qui a été créée en 2015 pour promouvoir la culture africaine.



On a commencé à faire beaucoup de sorties. Mais pour avoir des subventions et disposer d'une salle à nous, il nous fallait être une association. C'est pour ça qu'on l'a créée.



Les membres des associations arabes, antillaises, chinoises et tamoules du quartier viennent aussi à nos rencontres. On est ouvert à toutes les populations de Noisy-le-Grand. Mais on espère élargir notre territoire d'intervention d'ici peu.



"Benkadi", cela signifie "on s'entend bien" en bambara, l'une des langues du Mali.



Même si vous ne vous connaissez pas, vous vous sentirez ici comme chez vous !

Depuis deux ans, on va régulièrement au cirque, on prend le bateau mouche, on fait des réveillons solidaires, des repas, des concerts. Certains papas viennent, mais c'est principalement les mamans et les enfants qui viennent.



A l'avenir, nous souhaitons lancer des ateliers de couture, de cuisine et d'informatique...

... dans le but de faciliter l'accès à la formation des femmes migrantes non alphabétisées.

Je m'appelle Francine, j'ai 31 ans et je suis auto-entrepreneure.



J'ai créé mon entreprise -"Tila"- en France en 2019, mais j'exerce le métier d'écrivain public depuis 2013, lorsque je vivais encore au Cameroun.



Aujourd'hui, mon chiffre d'affaire est de 16 000 euros. Je suis limitée à cause des problèmes de garde : je dois parfois refuser des missions. Mais si j'étais plus libre, je pourrais facilement augmenter mes revenus.



Je propose toutes les prestations liées au métier d'écrivain public.



Cette entreprise est la suite logique de ce que je savais faire. Mais elle est surtout devenue une nécessité quand j'ai compris qu'en dépit de mes compétences, j'aurai du mal à trouver un emploi salarié en France.



Merci, on vous rappellera...

... candidate suivante !



Dans deux ans, Malaïka sera à l'école, j'aurai fini ma formation en chinois, et je maîtriserai l'utilisation de logiciels très demandés par mes clients.

Cela me permettra d'élargir la palette de services à leur proposer, et de booster mes revenus.

Je m'appelle Mariame, j'ai 32 ans, et je m'apprête à créer une association destinée à l'accueil des femmes, des enfants, des familles et des personnes en situation de handicap.



Cette association aura vocation à lutter en faveur d'une meilleure égalité des chances pour tous face à des questions de santé publique : handicap, malnutrition, accompagnement obstétrical.



Faute d'informations et d'interlocuteurs, j'ai plusieurs fois repoussé mon projet. Pour l'heure, je suis responsable bénévole dans plusieurs associations. J'espère que ça m'aidera à créer mon propre réseau de professionnels de santé et de l'éducation.



J'ai passé mon adolescence au Mali et y ai été témoin de nombreux décès de nourrissons pour cause de malnutrition et de femmes en couche faute de moyens adéquats de prise en charge.



Oh non Allah, pas ma fille ?!...

Sur le long terme, je me vois bien y développer un orphelinat, une maternité pour renforcer les chances de survie des bébés surtout ceux naissant en zone rurale.



Dans cinq ans, j'aimerais avoir finalisé l'installation et l'équipement du centre...

...et consolidé un réseau de bénévoles aussi motivés que moi.

Je m'appelle Adèle, j'ai 32 ans, et je recherche actuellement un poste de référente handicap.



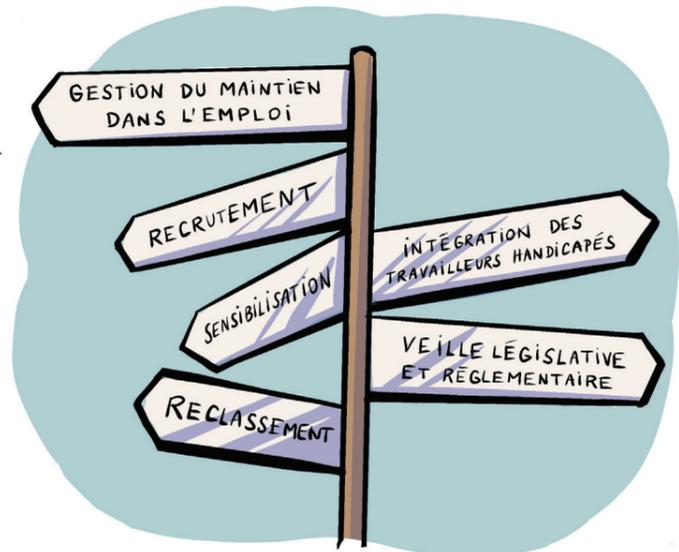
En fait, il s'agit d'apporter une expertise conseil aux entreprises dans l'élaboration et la mise en oeuvre de leur politique handicap.



L'idée m'est venue après une expérience en tant que bénévole au sein d'une association accueillant des personnes déficientes visuelles.



Je suis juriste de formation et me suis spécialisée dans l'accompagnement des salariés en situation de handicap.



Mais en dépit des lois en vigueur sur le sujet, je constate que les entreprises sont réticentes à intégrer des travailleurs en situation de handicap.

Il y a encore énormément de préjugés.



*Ce document a été réalisé dans le cadre du projet REGAL France orchestré par :
Jonathan Stebig et Bintou NDaw*

*Scénario : Jessica Oublié
Dessins et mise en page : Marie-Ange Rousseau*

En partenariat avec :

